



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L' AISNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement

*Unité gestion des installations classées
pour la protection de l'environnement*

Réf. : 3776

IC/2015/139

**Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté
préfectoral n°IC/2014/054 du 24 mars 2014
mettant en demeure la société ROHM and
HAAS de respecter les prescriptions de
l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 30 juin
2011 pour le site qu'elle exploite sur le
territoire de la commune de CHAUNY**

**LE PRÉFET DE L' AISNE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5;

VU la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation ;

VU les arrêtés préfectoraux autorisant la société ROHM AND HAAS à exploiter une usine de fabrication de résines échangeuses d'ions et de diverses autres unités sur le territoire de la commune de CHAUNY ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 30 juin 2011 à la société ROHM AND HAAS pour l'exploitation d'une installation de fabrication de résines échangeuses d'ions sur le territoire de la commune de CHAUNY et notamment son article 3.2.4 ;

VU l'arrêté préfectoral mettant en demeure la société ROHM AND HAAS de respecter les prescriptions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHAUNY ;

VU les courriers de l'exploitant en date du 23 avril 2014 et du 1^{er} juillet 2014 ;

VU le rapport établi le 24 novembre 2014 par la société EUROFINS relatif au contrôle inopiné réalisé en sortie du conduit n°3 le 7 novembre 2014 ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées adressé à l'exploitant le 19 décembre 2014 rendant compte des conclusions de la réunion du 12 décembre 2014 tenue dans les locaux de la DREAL de Picardie ;

VU la demande adressée à l'exploitant le 20 février 2015 lui demandant de mettre en place des actions visant à évaluer le risque sanitaire induit par les activités de son site ;

VU les courriers de l'exploitant des 6 janvier 2015, 17 février 2015, 24 mars 2015, 10 juin 2015 et 20 juillet 2015 ;

VU le guide n° DRC - 12 - 125929 - 13162B établi par l'INERIS « Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires. Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées » d'août 2013 dit « Guide INERIS de 2013 »

VU le rapport établi le 22 mai 2015 par l'APAVE relatif au contrôle inopiné réalisé en sortie des conduits n°3, 4 et 5 les 3 et 4 mars 2015 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 4 septembre 2015 transmis à l'exploitant par courrier du 4 septembre 2015 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant sur le rapport de l'inspection par courrier du 2 octobre 2015 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 23 octobre 2015 ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors du contrôle inopiné des rejets atmosphériques diligenté par l'inspection des installations classées au niveau du conduit n°3 le 7 novembre 2014, des dépassements des valeurs limites réglementaires pour le **1-2 dichloréthane (DCE)** (composé classé H350, « peut provoquer le cancer ») pour le **conduit n°3**:

Pour le biofiltre 114 (conduit n°3) : 43,549 mg/Nm³ (pour une valeur limite de 2 mg/Nm³) ;

Pour le biofiltre 115 (conduit n°3) : 36,757 mg/Nm³ (pour une valeur limite de 2 mg/Nm³) ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors du contrôle inopiné des rejets atmosphériques diligenté par l'inspection des installations classées au niveau des conduits n°3, 4 et 5 les 3 et 4 mars 2015 des dépassements des valeurs limites réglementaires pour le **DCE** pour **les conduits n°3 et 4** :

Pour le biofiltre 114 (conduit n°3) : 42,05 mg/m³ (pour une valeur limite de 2 mg/Nm³)

Pour le biofiltre 115 (conduit n°3) : 30,33 mg/Nm³ (pour une valeur limite de 2 mg/Nm³)

Pour le bâtiment 32 (conduit n°4) : moyenne des 3 essais de 8,8 mg/Nm³ (pour une valeur limite fixée à 2 mg/Nm³)

CONSIDÉRANT que les dépassements réglementaires susvisés constituent des écarts majeurs car le DCE est un composé classé H350 (« peut provoquer le cancer ») susceptible d'avoir un impact sur la santé ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort de l'analyse de l'inspection des installations classées que :

- en ce qui concerne le DCE, l'environnement du site est un milieu vulnérable nécessitant une réflexion plus approfondie,
- il y a donc bien nécessité de diminuer les émissions de DCE provenant de l'installation pour que l'état des milieux soit compatible avec les usages,
- le respect des valeurs réglementaires en DCE par l'exploitant garantirait que l'état des milieux soit compatible avec les usages.

CONSIDÉRANT que les résultats de modélisation obtenus par la société APSYS mandatée par l'exploitant démontrent l'« absence de risque préoccupant attribuable à l'installation » ;

CONSIDÉRANT que les délais de mise en conformité proposés par l'exploitant dans son scénario le plus optimiste figurant dans son courrier du 24 mars 2015, paraissent adaptés à la situation,

CONSIDÉRANT que certaines échéances proposées par l'exploitant dans son courrier du 24 mars 2015 sont déjà dépassées et qu'il est nécessaire d'adapter le calendrier des interventions prévues en lui laissant le temps qu'il avait indiqué avoir besoin pour mettre en place ses actions,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ROHM AND HAAS de respecter les prescriptions dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et notamment la santé publique;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de l'Aisne,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : CONDUIT N°3

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2014 mettant en demeure la société ROHM AND HAAS de respecter les prescriptions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes.

La société ROHM and HAAS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 en respectant en sortie du conduit n°3 (biofiltres n°114 et 115) la valeur limite pour le 1-2 dichloroéthane de 2 mg/Nm³ selon le calendrier suivant :

Action	Délai de réalisation à compter de la notification du présent arrêté ou échéance
Etablir un cahier des charges pour consultation des entreprises	2 mois
Consulter les entreprises spécialisées	3 mois
Choix technique de l'unité de traitement des rejets issus du biofiltre.	6 mois
Mise en place de la solution technique retenue	30 juin 2016

L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées :

- le respect de chaque échéance susvisée,
- l'efficacité des actions mises en œuvre via l'autosurveillance des rejets du site. Un contrôle par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement sera notamment effectué avant le 30 juin 2016 permettant de vérifier que la valeur de 2 mg/Nm³ est respectée.

ARTICLE 2 : CONDUIT N°4

La société ROHM and HAAS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 en respectant en sortie du conduit n°4 la valeur limite pour le 1-2 dichloroéthane de 2 mg/Nm³ selon le calendrier suivant :

Action	Délai de réalisation à compter de la notification du présent arrêté ou échéance	Concentration résiduelle maximale en DCE (mg/m ³)
Raccorder les événements des cuves d'acide résiduaire 60% C911/913/914 au Skid (en isolant C912)	15 jours	< 33
Raccorder la ventilation de la fosse de relevage C024 du bâtiment 20 au Skid	15 jours	< 17
Installer un pot intermédiaire permettant la mise en pression atmosphérique des cuves d'acide 85% C915/916 afin de limiter le débit dirigé sur le traitement des gaz acides du bâtiment 32	15 jours	< 14
Raccorder les événements des cuves d'acide résiduaire 85% C915/916 au Skid	3 mois	< 10
Inertiser à l'azote la cuve C041 et le réacteur R210	4 mois	< 9
Alimenter le scrubber C100 en acide sulfurique neuf au lieu d'acide 60 % récupéré du bâtiment 20	6 mois	< 5

Evaluer le process existant de distillation du DCE et identifier les pistes d'amélioration du rendement de récupération.	30 juin 2016	<5
Redéfinir l'unité de traitement du DCE en incluant toutes les sources potentielles	30 septembre 2016	<5
Mise en place de la solution technique retenue	30 juin 2017	<2

L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées :

- le respect de chaque échéance susvisée,
- l'efficacité des actions mises en oeuvre via l'autosurveillance des rejets du site. Des contrôles par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement seront notamment effectués :
 - sous un délai de 6 mois permettant de vérifier que la valeur de 5 mg/Nm³ est respectée,
 - avant le 30 septembre 2017 permettant de vérifier que la valeur de 2 mg/Nm³ est respectée.

ARTICLE 3 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80011 AMIENS CEDEX 1 :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, le directeur départemental des territoires de l'Aisne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de CHAUNY, au commandant du groupement de gendarmerie départementale, au Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de LAON et à la société ROHM AND HAAS à CHAUNY.

Fait à LAON, le

13 NOV. 2015

Le Préfet de l'Aisne

Raymond LE DEUN